



LE PANORAMA DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

L'édition 2005-2006 des deux ouvrages annuels du Sessi, *L'Industrie française* et *L'Industrie dans les régions*, le démontre une nouvelle fois : avec plus d'un salarié sur cinq (en incluant l'énergie, l'agroalimentaire et la construction), l'industrie reste une composante essentielle de l'économie française. *Industries* présente l'essentiel de ces deux publications dont la vocation est de dresser tous les ans un inventaire détaillé, secteur par secteur et région par région, de la situation d'ensemble de l'industrie de notre pays.

La France et son industrie

Comme tous les ans, le Sessi vient de publier un inventaire chiffré détaillé de la situation de l'industrie manufacturière dans notre pays. Les données statistiques présentées concernent une nouvelle fois la France toute entière d'une part et les régions françaises d'autre part.

Malgré les mutations auxquelles elle doit faire face, l'industrie reste l'un des atouts de la France. Telle est la conclusion que l'on peut tirer de la lecture de l'édition 2005-2006 des deux ouvrages publiés le mois dernier à Bercy par le Service des études et des statistiques industrielles du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie : *L'Industrie en France* et *L'Industrie dans les régions*. En présentant, comme tous les ans, un panorama chiffré et détaillé de l'industrie française dans son ensemble d'une part et de sa répartition dans les différentes régions de notre pays d'autre part, ils montrent une nouvelle fois que l'industrie continue d'occuper dans l'Hexagone une poids relatif comparable à celui qu'elle occupe dans les pays les plus riches du monde : les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Soit 15 % environ du total tant en termes d'emploi que de valeur ajoutée globale. « *Telle est la raison pour laquelle*, indique François Loos, ministre délégué à l'Industrie, dans la préface de *L'Industrie en France*, *il faut à la France une politique industrielle qui lui permette d'accélérer les investissements et gagner des places dans la compétition mondiale.* »

1- La démographie des entreprises industrielles

Avec plus de 20 000 entreprises (20 445 précisément) de plus de 20 salariés, l'industrie manufacturière française (c'est-à-dire hors énergie et industries agroalimentaires) a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires total de 629 milliards d'euros. Soit 12 % environ de notre produit intérieur brut. Un pourcentage en baisse depuis le début de la décennie 1980 mais qui s'explique en grande partie par l'externalisation d'un certain nombre d'activités de services qui étaient autrefois intégrées dans les entreprises de production : la recherche, la maintenance, la formation ou la logistique par exemple.

Si l'on ajoute les entreprises de moins de 20 salariés, on aboutit à un total de 157 000 entreprises et un chiffre d'affaires global de 693 milliards d'euros et un effectif total ainsi employé de 3,8 millions de personnes. Soit 17,4 % de la population active totale.

2- Les différentes branches industrielles

Dans l'industrie manufacturière française, on compte au total plus de 48 000 établissements dont 80 % environ exercent effectivement une activité de production. Soit 38 052. Ils se répartissent selon quatre grands domaines traditionnels :

- les biens de consommation pour un total de 8 602 établissements et 468 000 salariés. Vient en tête l'édition-imprimerie devant l'équipement du foyer, l'habillement-cuir et la pharmacie ;
- l'automobile avec 913 établissements et 240 000 salariés ;
- les biens intermédiaires : 8 940 établissements et 597 000 salariés. En tête les équipements mécaniques devant l'électronique et la construction navale, aéro-

nautique et ferroviaire ;

- les biens d'équipement : 19 597 établissements et 1,1 million de salariés. Numéro un : la métallurgie et la transformation des métaux devant les produits minéraux, la chimie, les composants électroniques et l'industrie textile.

D'une manière générale, on observe une augmentation sensible et régulière de la consommation des ménages en produits manufacturés dans notre pays depuis plusieurs années déjà tandis que la demande en biens d'équipement tend à se redresser après une période de ralentissement sensible.



L'ouvrage *L'Industrie en France* publie tous les chiffres de l'activité industrielle de notre pays.

3- Les échanges internationaux

En 2004, les exportations françaises de produits manufacturés ont atteint un montant total de 283 milliards d'euros. Soit une hausse de 5,2 % par rapport à l'année précédente. Compte tenu du niveau de nos importations, la France enregistre un solde positif de 3,6 milliards d'euros. A noter un fort excédent pour l'industrie automobile (12,2 milliards d'euros) et un déficit relativement important pour l'ensemble des biens de consommation : 7,7 milliards d'euros.

Au total, la part de marché de la France dans le monde pour l'ensemble des produits manufacturés se situe aux environs de 5,5 %. Nous sommes ainsi devancés par l'Allemagne (11,8 %), les Etats-Unis (9,7 %), le Japon et la Chine (8,1 % chacun). ■

Le contenu des deux ouvrages est accessible sur le site www.industrie.gouv.fr (Statistiques industrielles).



Alsace

Avec un taux d'emploi proche de 24 % (18 % en moyenne nationale), l'Alsace reste une région fortement industrialisée : elle se situe en troisième position en France, derrière la Franche-Comté et la Haute-Normandie, pour ce qui concerne le niveau de contribution de l'industrie au produit intérieur brut régional. A l'exception de la construction navale et de la construction aéronautique, tous les secteurs d'activité



PSA

industrielle y sont en effet significativement présents. Région à dominante de sous-traitance, l'Alsace a développé une réelle excellence dans tous les métiers de la production et elle compte de nombreux

établissements de taille importante. En revanche, elle connaît le taux d'entreprises indépendantes le plus bas de France. Explication : on trouve dans cette région une forte implantation

d'établissements à participation étrangère, allemande ou suisse principalement. A noter, sauf à Strasbourg, la relative spécialisation des bassins d'emploi (plus de 50 % pour l'automobile à Mulhouse par exemple) et la relative faiblesse du nombre des écoles d'ingénieurs.

Nombre d'établissements : 1 440

Effectifs salariés : 132 542

Principaux secteurs d'activité : automobile (10 %), matériel électrique (6 %), plasturgie (5 %), industrie agroalimentaire (5 %), équipements mécaniques (4 %).



Auvergne



Malgré une image rurale forte, l'Auvergne reste une région de tradition industrielle vivace. Elle est davantage tournée vers la production de biens intermédiaires que de biens de consommation ou de biens d'équipement. Principaux secteurs d'activité représentés : les pneumatiques avec la société Michelin, le travail des métaux et la plasturgie. Confrontée à une concurrence accrue en provenance des pays émergents, l'Auvergne s'est

engagée dans un processus important d'innovation. Elle dispose à cette fin d'un potentiel de recherche qui se caractérise par une présence forte de la recherche privée. Autres atouts de la région : l'existence d'un nombre relativement important d'établissements d'enseignement supérieur et la réelle autonomie de décision des entreprises implantées localement. Moins de 40 % des salariés travaillent dans un établissement soumis à un centre de décision extérieur à la région Auvergne.

Nombre d'établissements :

1 071

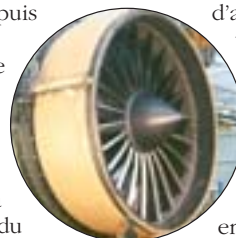
Effectifs salariés : 77 839

Principaux secteurs d'activité : caoutchouc (22 %), travail des métaux (9 %), plasturgie (8 %), industrie de la viande (4 %), matériel électrique (4 %).



Aquitaine

Région à vocation agricole forte (3,6 % de la population active), l'Aquitaine a acquis ses lettres de noblesse industrielles depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Aux activités traditionnelles, comme la chaussure ou la transformation du bois, sont ainsi venus s'ajouter des secteurs nouveaux tels que la parachimie, la pharmacie, l'automobile et surtout l'industrie aéronautique et spatiale. Résultat : l'emploi industriel représente aujourd'hui près de 16 % de l'effectif salarié total, encore légèrement inférieur à la moyenne nationale donc. Autre évolution significative : depuis une bonne trentaine



SARAN

Nombre d'établissements :

1 981

Effectifs salariés : 109 031

Principaux secteurs d'activité :

aéronautique (11 %), industrie agroalimentaire (7 %), travail du bois (7 %), industrie de la viande (5 %), pharmacie (3 %).

d'années, on assiste à une concentration de l'activité industrielle dans les zones de forte densité urbaine. Ainsi l'agglomération bordelaise compte environ un tiers des emplois industriels de la région, le bassin d'emploi de Pau-Lacq-Orthez près de 20 % et celui de Bayonne-Anglet-Biarritz environ 10 %. A noter également le développement d'une véritable stratégie de coopération interrégionale, avec la région Midi-Pyrénées notamment, de la part d'un nombre important d'entreprises de la région Aquitaine.



Bourgogne

Réputée pour son activité agricole et agroalimentaire, la Bourgogne est aussi une région de tradition industrielle forte avec des bassins d'emploi historiques aussi célèbres que ceux du Creusot, d'Imphy ou de Gueugnon. Résultat : l'industrie occupe encore aujourd'hui 21 % des salariés dans l'ensemble de la région. Confrontée depuis une vingtaine d'années à une série de mutations industrielles difficiles, dans la métallurgie et le textile notamment, la Bourgogne s'est résolument orientée vers la fabrication de produits à haute valeur technologique. Trois secteurs d'activité ont ainsi été privilégiés : la parapharmacie, le caoutchouc et l'électronique. Attirés par la situation géographique favorable de la région, des groupes industriels comme Fournier, Sanofi-Aventis, Michelin, Alstom, Philips ou Schneider Electric ont en effet procédé au cours de la dernière décennie à des investissements significatifs dans différents départements de la région. Autre atout important : l'industrie agroalimentaire qui, avec deux pôles de compétitivité labellisés, constitue un moteur important du dynamisme régional.

Nombre d'établissements :
1 423
Effectifs salariés : 99 566
Principaux secteurs d'activité :
matériel électrique (6 %), sidérurgie (5 %), plasturgie (5 %), travail des métaux (4 %), produits métalliques (4 %).



Bretagne

Confrontée à un véritable risque de marginalisation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec la destruction des arsenaux de Brest et de Lorient, la Bretagne est aujourd'hui la 5^e région industrielle française en terme d'effectifs employés. Un sursaut qui s'explique par le développement d'une filière agroalimentaire performante et l'arrivée d'un certain nombre de secteurs d'activité nouveaux comme

les cosmétiques (Yves Rocher) ou la mécanique (Legris). Sans compter la vague importante de décentralisations intervenue au début de la décennie 1960 : Citroën à Rennes et le Cnet à Lannion. Faiblement diversifiée (quatre secteurs occupent 60 % des effectifs), l'industrie bretonne a dû faire face à une série de mutations importantes au cours des deux dernières décennies. Elles ont concerné principalement les

Nombre d'établissements :
2 169
Effectifs salariés : 154 395
Principaux secteurs d'activité :
industrie de la viande (21 %), industrie alimentaire (9 %), automobile (7 %), construction navale (4 %), plasturgie (4 %).

télécommunications et l'électronique où de nombreuses restructurations ont été accomplies. Aujourd'hui, avec la labellisation de plusieurs pôles de compétitivité dans la région, la Bretagne s'inscrit résolument dans une dynamique d'action concertée entre les entreprises, les laboratoires de recherche et les centres de formation.



Centre

Héritière d'une tradition industrielle plutôt ancienne, la région Centre a bénéficié au cours des dernières décennies d'un mouvement relativement important de décentralisation d'activités nouvelles en provenance de la région parisienne, la pharmacie, les cosmétiques, l'électronique, la plasturgie et l'automobile notamment. Conséquence : le Centre est aujourd'hui la 6^e région industrielle de France en terme d'effectifs salariés. Disposant également de nombreux laboratoires de recherche et de centres de formation de qualité, la région présente un réel

potentiel de développement technologique. Au-delà des grands groupes internationaux d'origine française ou étrangère qui y sont largement présents, on note l'existence d'un tissu d'entreprises de pointe petites ou moyennes implantées à proximité des deux grands centres universitaires d'Orléans et de Tours.

Nombre d'établissements :
2 042
Effectifs salariés : 153 756
Principaux secteurs d'activité :
travail des métaux (6 %), plasturgie (6 %), pharmacie (5 %), caoutchouc (5 %), édition-imprimerie (4 %).



Champagne-Ardenne

Avec plus de 24 % de la valeur ajoutée régionale, l'industrie représente un secteur d'activité essentiel pour les quatre départements de la région Champagne-Ardenne. Activités dominantes : la métallurgie dans les Ardennes, le textile dans l'Aube, l'industrie agroalimentaire dans la Marne et le bois dans la Haute-Marne. Bénéficiant d'une situation géographique privilégiée et d'un excellent réseau de

voies de communication, la région a attiré au cours des dernières années un nombre important de filiales de grands groupes industriels français ou étrangers : PSA Peugeot Citroën, Delphi Automotive, Valéo, Vallourec, Plastic Omnium, Isoroy, Boehringer Ingelheim et Zeneca Pharma... L'ouverture récente de l'aéroport de Vatry a également permis l'implantation d'entreprises spécialisées dans le transport et la logistique.

Afin de renforcer le tissu industriel régional, un plan de développement visant à favoriser l'attractivité du territoire et l'adaptation de la main-d'œuvre a été élaboré à l'initiative du conseil régional.

Nombre d'établissements :
1 281
Effectifs salariés : 88 062
Principaux secteurs d'activité :
travail des métaux (7 %), fonderie (7 %), industrie des boissons (6 %), équipement automobile (5 %), produits métalliques (5 %).

G. DONNET/SIRCOM



P. VEDRINE/SIRCOM



Corse

Pauvre en ressources naturelles, la Corse n'a pas pu développer dans le passé un tissu industriel important : 7 % seulement des emplois de l'île aujourd'hui. Les industries agroalimentaires et les matériaux de construction restent donc les deux secteurs majoritairement représentés.

Au cours des dernières années, quelques entreprises de taille relativement importante se sont installées dans leur domaine : Corse composites aéronautique, Manufacture corse des tabacs, Chaudronnerie industrielle de Furiani... Avec l'appui de l'Union européenne, un

Nombre d'établissements : 44
Effectifs salariés : 933
Principaux secteurs d'activité :
aéronautique 13 %, industrie alimentaire (12 %), produits de carrière (11 %), industrie de la viande (11 %), travail du bois (8 %).

programme de soutien lancé au début de la décennie 2000 a permis la création d'un certain nombre de petites entreprises innovantes dans le domaine des nouvelles technologies notamment.



Franche-Comté

En réalisant plus du tiers de la valeur ajoutée régionale (20 % environ pour la moyenne nationale), l'industrie occupe une place de premier plan dans les quatre départements qui forment la Franche-Comté. Elle repose sur deux piliers essentiels : la présence de plusieurs grands groupes, accompagnés d'un grand nombre de leurs sous-traitants, et l'existence d'un

tissu dense de petites et moyennes entreprises implantées surtout dans les montagnes du Jura. Les grands groupes appartiennent à trois grands secteurs

Nombre d'établissements :
1 142
Effectifs salariés : 95 490
Principaux secteurs d'activité :
automobile (21 %), travail des métaux (9 %), plasturgie (8 %), équipements automobiles (7 %), produits métalliques (5 %).

industriels : l'automobile avec Peugeot et son fameux site de production de Sochaux-Montbéliard, l'un des plus importants d'Europe, la construction mécanique avec Alstom et son site de Belfort et l'industrie chimique avec Solvay dans la zone de Dole - Lons-le-Saunier. Quant

aux entreprises petites et moyennes, elles concernent surtout trois secteurs traditionnels qui font encore la réputation de la Franche-Comté dans le monde : l'horlogerie (devenue aujourd'hui les microtechniques), la lunetterie et le jouet.

ALSTOM





Ile-de-France

Malgré une « tertiarisation » qui avance à un rythme largement plus soutenu que dans le reste de la France métropolitaine, l'Ile-de-France est toujours la première région industrielle française. Avec près de 7 000 établissements de plus de 20 salariés, l'industrie représente 12 % de l'emploi salarié régional. A noter que plus de la moitié des effectifs (53 % précisément) sont concentrés dans les trois départements de Paris, des Yvelines et des Hauts-de-Seine. Outre les grands secteurs d'activité traditionnels, l'Ile-de-France occupe, pour des raisons à la fois historiques et culturelles, une position de premier plan dans les métiers du luxe, la haute couture, la bijouterie et la

joaillerie, ainsi que dans les activités liées à la diffusion des images. Bénéficiant d'un réseau d'infrastructures particulièrement performant ainsi que d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, elle tend à devenir un centre scientifique et technologique de dimension mondiale. Témoins, les nombreux pôles de compétitivité (System@tic pour les systèmes informatiques complexes, Medi Tech Santé pour les biotechnologies, Cap Digital pour le traitement des images...) qui ont reçu le label officiel du gouvernement au cours de l'été 2005. Autre caractéristique : l'Ile-de-France est la première région d'implantation des entreprises petites et moyennes dans notre pays.



Avec un effectif moyen de 37 salariés par établissement (47 pour la moyenne nationale), elles sont nombreuses dans les secteurs traditionnels comme l'imprimerie, la fonderie, le travail des métaux, l'équipement électrique ou électronique et la récupération des déchets. On les trouve également dans les secteurs de pointe très innovants : les technologies de l'information et de la communication, les biotechnologies ou l'audiovisuel. Enfin, la région Ile-de-France est largement en tête des

régions d'accueil des investissements étrangers dans notre pays. Elle est également à la troisième place en Europe derrière le Grand Londres et la Catalogne. Une situation qui lui permet d'affronter efficacement la concurrence internationale.

Nombre d'établissements :
6 997
Effectifs salariés : 406 439
Principaux secteurs d'activité :
édition-imprimerie (13 %), automobile (8 %), aéronautique (6 %), appareillage électrique et électronique (5 %), appareils de mesure et de contrôle (5 %).



Languedoc-Roussillon

Bénéficiant d'une situation géographique privilégiée au coeur de l'Europe du Sud, la région Languedoc-Roussillon emploie 10 % de ses salariés dans l'industrie. Une activité qui est principalement représentée dans deux départements : le Gard et l'Hérault. Tandis que le bassin minier d'Alès, spécialisé dans la fabrication de composants et d'équipements industriels, est en pleine mutation avec l'arrivée d'activités nouvelles telles que

le sport mécanique ou les métiers de l'éco-environnement, le Gard rhodanien regroupe, aux côtés d'une activité textile déclinante, un certain nombre d'entreprises orientées vers les technologies nucléaires au

Nombre d'établissements :
1 054
Effectifs salariés : 40 686
Principaux secteurs d'activité :
industrie des boissons (8 %), industries alimentaires (8 %), édition-imprimerie (6 %), matériaux de construction (6 %), industrie de la viande (4 %).

sein du pôle de compétitivité Trimatec. Autour de Nîmes, ce sont la chimie-pharmacie et l'agroalimentaire qui restent les secteurs prépondérants. Dans l'Hérault, la région de Montpellier affiche un réel dynamisme dans le domaine médical et paramédical ainsi que dans les nouvelles technologies. Cinquième région française pour la recherche scientifique publique, le Languedoc-Roussillon présente des perspectives importantes de développement.



Limousin

Malgré une diminution relative au profit des services, l'activité industrielle occupe encore environ 20 % de la population active dans la région Limousin. Particulièrement diversifiée, elle s'organise autour de

Nombre d'établissements : 528
Effectifs salariés : 33 592
Principaux secteurs d'activité :
 matériel électrique (12 %),
 matériaux de construction (8 %),
 industrie de la viande (7 %),
 papier-carton (7 %), travail des
 métaux (7 %).

électriques et électroniques (le groupe Legrand y compte 3 000 salariés), les industries agroalimentaires avec les sociétés leaders Madrange ou Blédina, les équipements mécaniques ainsi que le papier-carton. D'autres secteurs présentent également un poids économique local important : la porcelaine, les industries de la chaîne graphique et le travail du bois. L'existence d'un bon système de formation, la capacité des décideurs à travailler en réseau, l'émergence de pôles d'excellence régionaux bénéficiant de compétences fortes en matière de recherche et l'ouverture progressive aux marchés étrangers constituent autant d'atouts décisifs pour affronter une concurrence internationale de plus en plus vive.



REA
 cinq grands secteurs regroupant 60 % de l'emploi industriel : la fonderie et le travail des métaux avec des entreprises comme Renault Trucks, Valéo ou Meillor, les équipements



Lorraine

Après une trentaine d'années de reconversion et de reconstitution du tissu économique régional, la Lorraine a réussi à recentrer son appareil productif sur des produits à valeur ajoutée forte. Ainsi, malgré une montée en puissance réelle des activités de services, l'industrie conserve un rôle déterminant dans l'économie de la région. La sidérurgie, la filière automobile, le travail des métaux et l'industrie agroalimentaire constituent toujours les principaux employeurs de Lorraine : PSA compte 6 500 salariés, Sollac 3 800, Saint-Gobain 2 300 et Arkema 2 000 environ. Des secteurs

Nombre d'établissements :
 1 668
Effectifs salariés : 131 223
Principaux secteurs d'activité :
 sidérurgie (10 %), équipements automobiles (8 %), automobile (7 %), travail des métaux (6 %), produits métalliques (5 %).



D. R.
 fortement soumis à la concurrence internationale qui connaissent ici un fort développement alors qu'ils amorcent un véritable déclin dans d'autres régions françaises. Largement mobilisée sur les deux pôles de compétitivité à vocation régionale, Mipi (Matériaux innovants, produits intelligents) et Fibres naturelles grand Est, la région mise également sur plusieurs projets transfrontaliers avec la Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne, ainsi que sur l'arrivée du TGV Est pour conforter son développement.



Midi-Pyrénées

Première de France par la superficie, la région Midi-Pyrénées a su conjuguer au cours des dernières années vocation agricole et dynamisme industrielle. Aux industries traditionnelles de l'agroalimentaire, du bois, des carrières ou du textile-habillement qui se sont adaptées aux exigences nouvelles des marchés, sont en effet venues s'ajouter des activités de haute technologie bénéficiant d'une réputation

véritablement mondiale. Au total, l'industrie de la région Midi-Pyrénées repose sur quatre piliers essentiels : l'agroalimentaire, l'aéronautique et l'espace, les équipements électriques et électroniques ainsi que la

Nombre d'établissements :
 1 794
Effectifs salariés : 102 649
Principaux secteurs d'activité :
 aéronautique (18 %), industrie de la viande (6 %), matériel électrique (6 %), travail des métaux (4 %), industries alimentaires (4 %).



ADRES
 métallurgie. Les entreprises correspondantes sont concentrées dans quelques bassins d'emplois (Albi-Carmaux, Castres-Mazamet, Tarbes, Foix-Pamiers) et surtout dans l'agglomération toulousaine, siège d'une plate-forme aéronautique et spatiale qui a généré la création de 21 000 emplois directs et de 65 000 emplois indirects dans l'ensemble de la région.

Première ville universitaire de France après Paris, Toulouse dispose d'un enseignement supérieur de qualité et d'un potentiel important de recherche qui lui a permis de faire émerger deux pôles de compétitivité particulièrement prometteurs : Aéronautique, espace et systèmes embarqués et Cancer biosanté.

Nord - Pas-de-Calais

Malgré les restructurations et les mutations technologiques qu'elle a connues depuis près de 40 ans, la région Nord - Pas-de-Calais reste la troisième région industrielle avec 20 % du total des emplois salariés. Aux côtés des secteurs traditionnels tels que la sidérurgie, la métallurgie ou le textile, qui occupent encore une place importante dans l'économie régionale, on assiste à l'émergence d'un certain nombre de pôles d'excellence dans l'industrie automobile, le transport ferroviaire, les équipements mécaniques et l'industrie agroalimentaire. Bénéficiant d'une situation géographique exceptionnelle et d'un réseau de communication particulièrement dense, la région Nord - Pas-de-Calais s'est résolument engagée il y a quelques années sur la voie de l'innovation. Six pôles de compétitivité ont ainsi reçu le label officiel du gouvernement au cours de l'été 2005 : i-trans pour le matériel ferroviaire, Halieutique pour les produits de la pêche, Industries du commerce pour la vente par correspondance, Nutrition-santé dans l'agroalimentaire, Matériaux domestiques pour les arts de la table et Up-tex pour les textiles techniques.

Nombre d'établissements :
2 690
Effectifs salariés : 216 288
Principaux secteurs d'activité :
automobile (10 %), industries alimentaires (6 %), sidérurgie (6 %), verre (6 %), plasturgie (5 %).

Basse-Normandie

Dix-huitième région industrielle française, la région Basse-Normandie compte trois grands secteurs d'activité. En tête, on trouve l'agroalimentaire qui repose sur deux filières principales : le lait et la viande. En deuxième position, l'industrie des équipements électriques et électroniques (l'usine Philips-Caen compte plus d'un millier de salariés) est porteuse d'un projet de pôle de compétitivité sur la monétique et les transactions électroniques sécurisées intéressant l'ensemble de la région. Enfin, avec plus de 11 % des emplois industriels, l'industrie automobile place la région Basse-Normandie au troisième rang français



dans ce domaine d'activité. Fortement marquée par une série de restructurations

Nombre d'établissements :
1 132
Effectifs salariés : 78 096
Principaux secteurs d'activité :
industrie laitière (7 %), industrie de la viande (6 %), travail des métaux (6 %), équipements automobiles (5 %), automobile (5 %)

importantes au cours des dernières années, la Basse-Normandie s'est résolument engagée dans une démarche collective d'intelligence économique. Elle s'efforce également de favoriser le développement des transferts de technologies entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Haute-Normandie

Région à tradition industrielle forte, la Haute-Normandie possède aujourd'hui une industrie particulièrement dynamique : elle occupe plus d'un salarié sur quatre. Très orientée vers la production de biens intermédiaires et de biens d'équipements, la région dispose d'établissements importants dans des secteurs d'activité aussi variés que la pétrochimie, l'énergie, la pharmacie, l'automobile, le matériel électrique, l'électronique, l'aéronautique, le spatial, la plasturgie et la filière agroalimentaire. Exemple : les trois raffineries Total, Exxon et Shell, situées le long de l'estuaire de la Seine traitent un bon tiers

du pétrole brut importé en France. Autres grands groupes représentés dans la région : Snecma, EADS, Goodyear, Plastic Omnium, Renault, Saint-Gobain, Schneider Electric... Relativement dépendante de l'extérieur (plus de la moitié



Nombre d'établissements :
1 378
Effectifs salariés : 116 381
Principaux secteurs d'activité :
automobile (10 %), plasturgie (6 %), chimie organique (6 %), matériel électrique (4 %), pharmacie (4 %).

de ses effectifs sont rattachés à des entreprises dont le siège social est en dehors de la Haute-Normandie), l'industrie régionale mise sur l'innovation technologique pour permettre à ses entreprises de se positionner dès maintenant sur un certain nombre de marchés d'avenir. Tel est le sens du pôle de compétitivité Movéo consacré à la propulsion automobile dans l'agglomération de Rouen et du grand projet logistique Port 2000 situé tout au long de l'estuaire de la Basse-Seine.



Pays-de-la-Loire

Avec près de 8 % de l'emploi industriel national, les Pays-de-la-Loire se situent au troisième rang des régions industrielles françaises, derrière l'Île-de-France et Rhône-Alpes. A l'exception de l'industrie agroalimentaire qui a procédé à de nombreux recrutements au cours des dix dernières années, la plupart des secteurs d'activité de la région sont aujourd'hui confrontés à des problèmes importants de restructurations. C'est le cas pour les entreprises de la

mécanique, de la fonderie, du travail des métaux, de l'électronique, de l'informatique, du matériel électrique, du cuir, de la chaussure, du textile et de l'habillement qui subissent la concurrence des pays à bas salaires. Récemment implantées dans la région, les entreprises de la plasturgie et du caoutchouc ont vu leurs effectifs progresser de manière importante : plus de 21 000 salariés aujourd'hui. La région possède également un certain nombre de compétences

reconnues qui lui ont permis d'obtenir le label officiel du gouvernement pour plusieurs des pôles de compétitivité qu'elle présentait : Végétal spécialisé, Génie civil Ouest et Biothérapies. Mention spéciale aux pôles Produits pour les enfants, dans la région de Cholet, et EMC2 (Ensembles métalliques et composites complexes) créé à l'initiative des deux entreprises phares de l'agglomération de Nantes-Saint-Nazaire : Airbus et Chantiers de l'Atlantique.



Nombre d'établissements :
2 964
Effectifs salariés : 228 871
Principaux secteurs d'activité :
industrie de la viande (12 %),
plasturgie (6 %), industries
alimentaires (5 %), construction
navale (4 %), équipements
automobiles (4 %).



FORECIA



Picardie

Grande région de tradition industrielle, la Picardie présente de nombreux atouts : une situation géographique privilégiée, un réseau de communication dense, une capacité de recherche et un niveau d'enseignement supérieur en forte progression. Malgré la prédominance relative du secteur de la mécanique (42 % des emplois industriels régionaux), l'activité industrielle reste

Nombre d'établissements :
1 494
Effectifs salariés : 121 369
Principaux secteurs d'activité :
plasturgie (8 %), industries
alimentaires (7 %), produits
métalliques (6 %), travail des
métaux (5 %), équipements
automobiles (5 %).

assez diversifiée avec des secteurs forts comme l'agroalimentaire et la plasturgie, des secteurs en émergence comme les centres d'appel et la logistique, mais aussi des

secteurs en recul comme le textile, la chaudronnerie, la chimie ou la sous-traitance automobile. A noter que de nombreuses entreprises picardes font partie de SPL (Systèmes productifs locaux) qui sont à l'origine de liens interentreprises denses et contribuent à structurer le tissu industriel. Terre d'accueil traditionnelle pour les grands groupes, en particulier étrangers, la région donne aujourd'hui la priorité au développement des PMI en vue d'améliorer la compétitivité globale de son tissu industriel.



Poitou-Charentes

Connu surtout pour son activité touristique et son agriculture, la région Poitou-Charentes possède pourtant un secteur industriel important. Aux activités traditionnelles de l'agroalimentaire et des matériaux de construction, sont en effet venus s'ajouter, à partir des années 1970,

des établissements décentralisés appartenant à des grands groupes comme Schlumberger, Schneider, Saft ou Valéo. Bien répartie sur le territoire régional, l'industrie représente maintenant en moyenne 18 % des effectifs salariés de la région. Elle se compose de secteurs dynamiques comme la

construction de bateaux de plaisance, les équipements mécaniques, l'agroalimentaire alors que des activités comme le textile, le bois, le papier et l'électronique rencontrent des difficultés. Avec deux universités, cinq écoles d'ingénieurs et deux pôles de compétences, l'un pour les sciences de l'ingénieur et l'autre pour la biologie marine, la recherche publique est relativement bien représentée dans la région. Sept centres

régionaux d'innovation et de transfert de technologies jouent également un rôle clef dans la diffusion de l'innovation auprès des entreprises petites et moyennes de la région.

Nombre d'établissements :
1 299
Effectifs salariés : 81 977
Principaux secteurs d'activité :
matériel électrique (7 %) industrie
de la viande (5 %), travail du bois
(5 %), équipements automobiles
(5 %), meubles (4 %).



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Troisième région de France par sa population, Provence-Alpes-Côte d'Azur ne se situe qu'en sixième position en terme d'emploi industriel. Après une longue période de restructuration de ses activités traditionnelles, la région s'est résolument tournée vers des activités liées aux nouvelles technologies. Conséquence : l'industrie se compose majoritairement de petits établissements dont le siège est implanté dans la région elle-même. Un tissu industriel dont la richesse s'est traduite par la labellisation, suite à l'appel d'offres lancé au début de

l'année 2005, de deux pôles de compétitivité à vocation mondiale et de cinq pôles de dimension régionale. Aux côtés des nouvelles technologies, les industries plus traditionnelles ont su évoluer et connaissent aujourd'hui un véritable renouveau. Raffinage, pétrochimie, pharmacie, parfumerie, produits d'entretien, métallurgie, mécanique, industrie agroalimentaire, aéronautique et construction navale constituent ainsi de véritables fleurons pour une région qui, suite à la décision commune de l'Union européenne, des Etats-Unis, de la Chine, de

la Corée du Sud, du Japon et de la Russie, accueillera d'ici à la fin de l'année 2008, le réacteur expérimental Iter sur le site de Cadarache. Investissement prévu :

Nombre d'établissements :
2 081
Effectifs salariés : 98 119
Principaux secteurs d'activité :
industrie agroalimentaire (8 %), composants électroniques (7 %), aéronautique (7 %), parachimie (6 %), édition-imprimerie (5 %).

4,7 milliards d'euros pour 3 500 emplois en France dont 2 000 en Provence-Alpes-Côte d'Azur.



EUROCOPTER



TOTALE



Rhône-Alpes

Deuxième région industrielle française après l'Ile-de-France, Rhône-Alpes est marquée par une tradition forte dans ce domaine : 22 % de l'emploi régional total et 18 % de l'emploi industriel national. On y trouve en effet de véritables spécialités sectorielles. C'est le cas de la métallurgie qui constitue l'un des domaines d'excellence de la région Rhône-Alpes, de la mécanique, de la chimie, du caoutchouc, de la plasturgie, de l'industrie agroalimentaire et des composants électroniques pour lesquels Rhône-Alpes est désormais passée au premier rang des régions françaises. Inégalement répartie sur l'ensemble du territoire en raison du relief, l'activité industrielle est largement concentrée dans les trois

grandes agglomérations, de Lyon (un tiers du total), Grenoble et Saint-Etienne. A noter également l'existence de nombreuses zones de moyenne importance disposant de spécificités quelquefois très marquées : la vallée de l'Arve, la Maurienne, la région d'Oyonnax, l'agglomération de Roanne... Riche en entreprises petites et moyennes, le tissu industriel s'est notablement renforcé depuis une dizaine d'années avec le développement de la sous-traitance qui emploie

désormais 30 % des effectifs industriels et la présence d'un nombre relativement important de grandes entreprises : on en compte 35 qui emploient plus d'un millier de salariés. Située au premier plan de la scène énergétique nationale (elle produit 30 % de la puissance nucléaire française), la région dispose également d'un potentiel remarquable de recherche et de transfert de technologies avec l'implantation sur son territoire de très grands organismes nationaux et internationaux de pointe. Autre atout important : le dynamisme de ses entreprises, sa position géographique et la diversification de son tissu industriel font de Rhône-Alpes la seconde région exportatrice française. Enfin, la région compte deux pôles de compétitivité mondiaux : Minalog, spécialisé dans les nanotechnologies et Lyon Biopole orienté vers les biotechnologies.

Nombre d'établissements :
5 964
Effectifs salariés : 362 981
Principaux secteurs d'activité :
travail des métaux (8 %), plasturgie (7 %), matériel électrique (6 %), machines d'usage général (4 %), machines d'usage spécifique (4 %).



REA



Guyane

Malgré le développement de la zone proche du centre spatial de Kourou où plusieurs entreprises se consacrent aux travaux d'assemblage et de préparation des lanceurs, l'activité industrielle reste

REA



Gâce à une démographie dynamique et aux mesures exceptionnelles de défiscalisation mises en place il y a quelques années, l'île de la Réunion connaît une croissance économique soutenue. Et l'activité industrielle est jeune : la moitié des PMI réunionnaises ont été créées il y a moins de dix ans. On distingue trois types d'entreprises : les sociétés sucrières, assises historiques du développement local, qui ne sont plus que deux

Nombre d'établissements : 69
Effectifs salariés : 1 574
Principaux secteurs d'activité :
 biens intermédiaires (65 %),
 industries agroalimentaires (11 %),
 biens d'équipement (10 %), biens
 de consommation (5 %).

modeste dans le département de la Guyane : 7 % des effectifs salariés et 13 % de la valeur ajoutée au total. Premier secteur représenté : l'industrie agroalimentaire qui vise à valoriser les productions locales comme le riz, la canne à sucre ou les produits de la pêche. On trouve également des entreprises liées à la filière bois et à la production de matériaux de construction. A noter également un regain important de l'activité minière aurifère au cours des dernières années.

Nombre d'établissements : 380
Effectifs salariés : 8 903
Principaux secteurs d'activité :
 travail des métaux (16 %), édition-
 imprimerie (12 %), matériaux de
 construction (11 %), industrie des
 boissons (9 %), industrie de la
 viande (6 %).

aujourd'hui, les entreprises créées sur la base du marché de l'import-substitution, dans les domaines de l'industrie, l'agroalimentaire et de l'emballage notamment, ainsi que les entreprises dont l'activité est liée à la construction et aux travaux publics. Compte tenu de l'étroitesse du marché local (700 000 habitants), l'industrie réunionnaise est aujourd'hui bien décidée, malgré l'éloignement géographique de l'île, à relever le défi de l'exportation pour poursuivre son développement.



Guadeloupe

A l'exception du secteur agro-alimentaire dominé par la filière de la canne à sucre, la Guadeloupe ne dispose pas d'une tradition industrielle forte. Mais depuis une trentaine d'années, des entreprises visant à approvisionner le marché guadeloupéen par des productions locales plutôt que par des produits importés (ce que l'on appelle l'import-substitution) se sont créés. Ainsi la fabrication de denrées périssables, comme les yaourts, les jus de fruits et les plats cuisinés, a beaucoup progressé. Des entreprises spécialisées dans les matériaux de construction et l'équipement de la maison se sont également installées. L'industrie est essentiellement implantée dans l'agglomération de Pointe-à-Pitre, et plus spécialement sur la zone industrielle de Jarry, à proximité du port et de l'aéroport.

Nombre d'établissements : 202
Effectifs salariés : 4 701
Principaux secteurs d'activité :
 biens intermédiaires (31 %),
 industries agroalimentaires (27 %),
 biens d'équipement (21 %), biens
 de consommation (17 %).



Martinique

Sauf tout ce qui concerne l'ensemble de la production sucrière, l'activité industrielle est relativement récente en Martinique. Lancée au début de la décennie 1970 avec la création d'entreprises spécialisées dans le secteur agroalimentaire, elle s'est progressivement diversifiée pour fabriquer sur place des produits

Nombre d'établissements : 181
Effectifs salariés : 4 894
Principaux secteurs d'activité :
 industries agroalimentaires (32 %),
 biens intermédiaires (25 %),
 biens de consommation (17 %),
 biens d'équipement (15 %).

jusqu'alors importés de métropole ou de pays membres de l'Union européenne. C'est ainsi que nombre d'entreprises produisant des biens d'équipement, mécaniques notamment se sont créées dans le département. Aujourd'hui l'industrie agroalimentaire n'emploie plus qu'un tiers des effectifs salariés de l'industrie et plusieurs entreprises martiniquaises commencent à prendre position sur les marchés caribéens voisins.



CNRS